

Art. 2. Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Châteauneuf-de-Grasse, 4 augustus 1996.

**ALBERT**

Van Koningswege :

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,  
Mevr. M. SMET

Bijlage

**Paritair Comité voor de textielnijverheid  
uit het administratief arrondissement Verviers**

*Collectieve arbeidsovereenkomst van 4 december 1995*

Collectieve toekenning van twee dagen bijkomende vakantie  
(Overeenkomst geregistreerd op 20 februari 1996  
onder het nummer 40791/CO/123)

Artikel 1. Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en op de werklieden en werksters van de ondernemingen voor textiel, welke onder het Paritair Comité voor de textielnijverheid uit het administratief arrondissement Verviers ressorteren.

Art. 2. Overeenkomstig de bepalingen van de collectieve arbeidsovereenkomst van 22 maart 1990, gesloten in het Paritair Comité voor de textielnijverheid uit het administratief arrondissement Verviers, inzake bijkomende vakantiedagen, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 13 juli 1990, moeten er collectief twee bijkomende verlofdagen worden toegekend aan het personeel op maandag 30 december 1996 en op dinsdag 31 december 1996.

Art. 3. Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 januari 1996 en houdt op van kracht te zijn op 31 december 1996.

Gezien om te worden gevoegd bij het koninklijk besluit van 4 augustus 1996.

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,  
Mevr. M. SMET

Art. 2. Notre Ministre de l'Emploi et du Travail est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Châteauneuf-de-Grasse, le 4 août 1996.

**ALBERT**

Par le Roi :

La Ministre de l'Emploi et du Travail,  
Mme M. SMET

Annexe

**Commission paritaire de l'industrie textile  
de l'arrondissement administratif de Verviers**

*Convention collective de travail du 4 décembre 1995*

Octroi, d'une manière collective, de deux jours de vacances complémentaires (Convention enregistrée le 20 février 1996 sous le numéro 40791/CO/123)

Article 1<sup>er</sup>. La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux ouvriers et ouvrières des entreprises textiles qui ressortissent à la Commission paritaire de l'industrie textile de l'arrondissement administratif de Verviers.

Art. 2. Par référence aux dispositions de la convention collective de travail du 22 mars 1990, conclue au sein de la Commission paritaire de l'industrie textile de l'arrondissement administratif de Verviers, en matière de jours de vacances supplémentaires, rendue obligatoire par arrêté royal du 13 juillet 1990, deux jours de vacances complémentaires sont obligatoirement octroyés au personnel, d'une manière collective, le lundi 30 décembre 1996 et le mardi 31 décembre 1996.

Art. 3. La présente convention collective de travail entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1996 et cesse d'être en vigueur le 31 décembre 1996.

Vu pour être annexé à l'arrêté royal du 4 août 1996.

La Ministre de l'Emploi et du Travail,  
Mme M. SMET

**GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN — GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION  
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

**COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP**

**MINISTERE DE L'EDUCATION, DE LA RECHERCHE ET DE LA FORMATION**

F. 96 — 2181

[S - C - 29330]

27 AOÛT 1996. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 juillet 1996 fixant l'organisation de l'année académique et les conditions de refus d'une inscription et portant règlement général des examens dans les hautes écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 7 juillet 1970 relative à la structure générale de l'enseignement supérieur, notamment l'article 9bis, § 1er, inséré par l'article 64 de la loi du 21 juin 1989;

Vu le décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en hautes écoles, et plus spécialement ses articles 26, 27 et 42;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 juillet 1996 fixant l'organisation de l'année académique et les conditions de refus d'une inscription et portant règlement général des examens dans les hautes écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française;

Vu le protocole du 19 juillet 1996 de la concertation avec les organisations représentatives des étudiants au niveau communautaire;

Vu le protocole du 22 juillet 1996 du Comité de secteur IX et du Comité des services publics, provinciaux et locaux, section II, réunis conjointement;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 12 juillet 1996;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 23 juillet 1996;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, du Sport et des Relations internationales;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 26 août 1996,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** A l'article 3 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 juillet 1996 fixant l'organisation de l'année académique et les conditions de refus d'une inscription et portant règlement général des examens dans les hautes écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française, sont apportées les modifications suivantes :

1° les points 1°, 2°, 3°, 4° et 5° sont remplacés respectivement par les dispositions suivantes :

"1° après avoir été régulièrement inscrit deux fois dans cette même année d'études, quelle que soit la catégorie, dans l'enseignement supérieur subventionné ou organisé par la Communauté française à l'exception de l'enseignement universitaire, sans l'avoir réussie, il y demande son inscription dans les cinq ans qui suivent son dernier échec;"

"2° après avoir été régulièrement inscrit trois fois dans cette même année d'études, quelle que soit la catégorie ou le domaine, dans l'enseignement supérieur subventionné ou organisé par la Communauté française y compris l'enseignement universitaire, sans l'avoir réussie, il y demande son inscription dans les cinq ans qui suivent son dernier échec;"

"3° après avoir été régulièrement inscrit trois fois dans cette même année d'études ou toute autre subdivision d'études, quelle que soit la discipline étudiée, dans un système d'enseignement relevant de l'enseignement supérieur, belge ou étranger, sans l'avoir réussie, il y demande son inscription dans les cinq ans qui suivent son dernier échec;"

"4° il a obtenu, dans les cinq années qui précèdent l'inscription, soit deux grades académiques visés à l'article 6, §§ 2 et 4, du décret du 5 septembre 1994 relatif au régime des études universitaires et des grades académiques, soit deux grades visés aux articles 15 et/ou 18, § 2, du décret, soit un grade académique visé à l'article 6, §§ 2 et 4, du décret du 5 septembre 1994 précité et un grade visé aux articles 15 ou 18, § 2, du décret;"

"5° il n'a pas terminé avec succès en trois années académiques, à compter de sa première inscription dans une même section, les deux premières années d'études des études visées aux articles 15 ou 18, § 1er, du décret, dans les cinq ans qui suivent son dernier échec;"

2° le § 4 est abrogé;

3° les §§ 5 et 6 deviennent respectivement les §§ 4 et 5;

**Art. 2.** Un article 3bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

"Article 3bis. Sauf dérogation accordée par le Gouvernement, dans les conditions qu'il détermine, nul ne peut être inscrit aux études visées aux articles 15 et 18 du décret, s'il n'a pas fait la preuve d'une maîtrise suffisante de la langue française.

Cette preuve peut être apportée :

1° soit par la réussite d'un examen organisé à cette fin par une ou plusieurs hautes écoles, suivant des dispositions arrêtées par le Gouvernement sur avis du Conseil général des hautes écoles;

2° soit par l'attestation de succès à l'un des examens d'admission prévus à l'article 22, § 1er, alinéa 1, 6°, et alinéa 2 du décret;

3° soit par la possession d'un diplôme, belge ou étranger, sanctionnant le cycle final d'études secondaires ou un cycle d'études supérieures suivis dans un établissement dont la langue d'enseignement est la langue française;

4° soit par la possession d'un diplôme, belge ou étranger, sanctionnant le cycle final d'études secondaires ou un cycle d'études supérieures suivis dans un établissement dont la langue d'enseignement est partiellement la langue française, si, après examen du programme d'études suivi dans le cadre de ces études, le Gouvernement assimile, en vue de l'application de la présente disposition, la possession de ce diplôme à celle d'un diplôme repris sous 3°; le Gouvernement fixe la liste des diplômes ainsi assimilés.

Le diplôme sanctionnant le cycle final d'études secondaires ou un cycle d'études supérieures suivis dans un établissement relevant de la Communauté germanophone et dont la langue de l'enseignement est partiellement la langue française est assimilé à un des diplômes visés à l'alinéa 2, 3°."

**Art. 3.** Dans le chapitre IV du même arrêté, un article 4bis, rédigé comme suit, est inséré :

"Article 4bis. Les autorités de la haute école fixent la date de la rentrée académique qui débute au plus tôt le 15 septembre, ainsi que la date à laquelle le second semestre débute, cette date étant comprise entre le lundi de la seizième semaine et le lundi de la dix-huitième semaine qui suivent le premier lundi d'octobre.

Les activités d'enseignement visées au 4°, a), de l'article 2 sont suspendues :

1° les dimanches et les jours fériés suivants : le lundi de Pâques et de la Pentecôte, le jour de l'Ascension, le 1er mai, le 21 juillet, les 1er, 2 et 11 novembre;

2° le 27 septembre;

3° pendant les vacances d'hiver qui s'étendent sur deux semaines, englobant la Noël et le Nouvel An;

4° pendant les vacances de printemps, qui s'étendent sur deux semaines, fixées par le Gouvernement, suivant la date à laquelle tombe Pâques;

5° pendant les vacances d'été, qui commencent le lundi de la quarante et unième semaine qui suit le premier lundi d'octobre, et se termine le samedi de la quarante-neuvième semaine;

6° pendant cinq jours fixés par le Pouvoir organisateur."

**Art. 4.** L'article 10 du même arrêté est remplacé par l'article suivant :

"Article 10. Pour autant qu'il ait présenté l'épreuve, sauf dispenses accordées aux examens concernant certaines activités d'enseignement ou dérogation accordée par le directeur de catégorie en cas d'empêchement légitime de présenter un examen, l'étudiant qui n'a pas réussi l'épreuve et qui recommence la même année d'études dans la même haute école est de plein droit dispensé de présenter les examens pour lesquels il a obtenu un résultat :

1. d'au moins 14/20;

2. d'au moins 12/20 à condition d'avoir obtenu en outre au moins 50 % du total des points de l'épreuve à laquelle il a échoué.

Lorsqu'un étudiant change de haute école ou de section, ou lorsqu'il présente des examens devant un jury d'enseignement supérieur de la Communauté française, le bénéfice de la dispense aux examens lui reste acquis dans la mesure où celle-ci concerne des matières ou des activités dont les autorités de la haute école décident qu'elles sont d'importance et de nature analogues à celles qui figurent dans son nouveau programme."

**Art. 5.** Dans l'article 35 du même arrêté, les mots "à l'exception de l'article 3, § 1er, 5°, qui entre en vigueur lors de la rentrée académique 1997-1998" sont remplacés par les mots "à l'exception des articles 3, § 1er, 5°, et 3bis qui entrent en vigueur lors de la rentrée académique 1997-1998 et de l'article 4bis qui entre en vigueur le 1er septembre 1996."

**Art. 6.** Le présent arrêté entre en vigueur pour chaque haute école lors de la rentrée académique 1996-1997, à l'exception de l'article 3 qui entre en vigueur le 1er septembre 1996.

**Art. 7.** Le Ministre qui a l'Enseignement supérieur dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 27 août 1996.

par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, du Sport et des Relations internationales,  
J.-P. GRAFE

VERTALING

MINISTERIE VAN ONDERWIJS, ONDERZOEK EN VORMING

N. 96 — 2181

[S - C - 29330]

**27 AUGUSTUS 1996.** — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van dat d.d. 2 juli 1996 tot vaststelling van de inrichting van het academiejaar en van de voorwaarden tot weigering van een inschrijving en houdende algemene regeling van de examens in de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde hogescholen

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet d.d. 7 juli 1970 betreffende de algemene structuur van het hoger onderwijs, inzonderheid op artikel 9bis, § 1, ingevoegd bij artikel 64 van de wet d.d. 21 juni 1985;

Gelet op het decreet d.d. 5 augustus 1995 tot vaststelling van de algemene regeling van het hoger onderwijs in hogescholen, inzonderheid op de artikelen 26, 27 en 42;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de inrichting van het academiejaar en van de voorwaarden tot weigering van een inschrijving en houdende algemene regeling van de examens in de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde hogescholen;

Gelet op het protocol d.d. 19 juli 1996 van het overleg met de representatieve studentenverenigingen op communautair vlak;

Gelet op het protocol d.d. 22 juli 1996 van Sectorcomité IX en van het Comité voor provinciale en lokale overheidsdiensten, afdeling II, die gezamenlijk vergaderden;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 12 juli 1996;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 23 juli 1996;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Hoger Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap d.d. 26 augustus 1996,

Besluit :

**Artikel 1.** In artikel 3 van voormeld besluit van 2 juli 1996 :

1° worden 1°, 2°, 3°, 4° en 5° vervangen als volgt :

1° hij twee keer in hetzelfde studiejaar regelmatig ingeschreven werd, in welke categorie ook, in het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerd of ingericht hoger onderwijs, met uitzondering van het universitair onderwijs, zonder in dat jaar geslaagd te zijn en er een inschrijving aanvraagt in de vijftien na zijn laatste mislukking;

2° hij drie keer in hetzelfde studiejaar regelmatig ingeschreven is, ongeacht de categorie of het gebied, in het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerd of ingericht hoger onderwijs, met inbegrip van het universitair onderwijs, zonder te zijn geslaagd en er een inschrijving aanvraagt in de vijf jaren na zijn laatste mislukking;

3° hij drie keer in datzelfde studiejaar of in om het even welke studiefaculteit regelmatig ingeschreven is, ongeacht het vak, in een onderwijsstelsel dat onder het Belgisch of buitenlands hoger onderwijs ressorteert, zonder geslaagd te zijn en er een inschrijving aanvraagt in de vijf jaren na zijn laatste mislukking;

4° hij in de vijf jaren vóór de inschrijving ofwel twee academische graden, bedoeld in artikel 6, §§ 2 en 4, van het decreet d.d. 5 september 1994 betreffende de regeling van de universitaire studien en de academische graden, ofwel twee in de artikelen 15 en/of 18, § 2, van het decreet bedoelde graden, ofwel een in artikel 6, §§ 2 en 4, van voormeld decreet d.d. 5 september 1994 bedoelde academische graad en een in artikel 15 of 18, § 2, van het decreet bedoelde graad verkregen heeft;

5° hij in de loop van drie academiejaren, te rekenen van zijn eerste inschrijving in eenzelfde afdeling, de eerste twee jaren van de in artikel 15 of 18, § 1, van het decreet bedoelde studies niet met goed gevolg beëindigd heeft in de vijf jaren na zijn laatste mislukking;

2° § 4 wordt opgeheven;

3° de §§ 5 en 6 worden resp. de §§ 4 en 5.

**Art. 2.** Artikel 3bis wordt in hetzelfde besluit ingevoegd :

" Artikel 3bis. Behoudens afwijking, toegestaan door de Regering, op de voorwaarden die ze bepaalt, wordt niemand toegelaten tot de studie bedoeld in de artikelen 15 en 18 van het decreet als hij het bewijs niet geleverd heeft van voldoende kennis van de Franse taal;

a) via een examen, daartoe georganiseerd door één of meer hogescholen volgens een regeling die de Regering bepaalt op advies van de Algemene Raad van de Hogescholen;

b) door te slagen voor een toelatingsexamen, bedoeld in artikel 22, 1e lid, 6°, en 2e lid van het decreet;

c) door het bezit van een Belgisch of buitenlands diploma ter bekrachtiging van de laatste cyclus van het secundair onderwijs of van een cyclus van het hoger onderwijs, gevolgd in een instelling waarvan het Frans de onderwijstaal is;

d) of door het bezit van een Belgisch of buitenlands diploma ter bekrachtiging van de laatste cyclus van het secundair onderwijs of van een cyclus van het hoger onderwijs, gevolgd in een instelling waarvan het Frans ten dele de onderwijstaal is; mits de Regering na onderzoek van het programma van die studie, voor de toepassing van deze bepaling dat diploma gelijkstelt met een sub 3° bedoeld diploma; de Regering maakt de lijst van die gelijkgestelde diploma's op.

Het diploma tot bekrachtiging van de laatste cyclus van het secundair onderwijs of van een cyclus van het hoger onderwijs, gevolgd in een onder de Duitstalige Gemeenschap ressorterende inrichting, waarvan de onderwijstaal ten dele het Frans is, wordt gelijkgesteld met een diploma bedoeld in het 2e lid, 3°.

Art. 3. In hoofdstuk IV van hetzelfde besluit wordt artikel 4bis ingevoegd :

"Artikel 4bis. De overheid van de hogeschool bepaalt de datum van hervatting van het academiejaar, dat ten vroegste begint op 15 september, alsook de datum waarop het 2e halfjaar begint, tussen de maandag van de 16e week en de maandag van de 18e week na de 1e maandag van oktober.

De in 4°, a), van artikel 2 bedoelde onderwijsactiviteiten worden opgeschort :

1° op de zondagen en op volgende feestdagen : paasmaandag, pinkstermaandag, Hemelvaartsdag, 1 mei, 21 juli, 1, 11 en 15 november;

2° 27 september;

3° tijdens de wintervakantie, die 2 weken duurt, met inbegrip van Kerstmis en Nieuwjaar;

4° tijdens de lentevakantie, die 2 weken duurt, bepaald door de Regering volgens de datum van Pasen;

5° tijdens de zomervakantie, die begint de maandag van de 41e week na de 1e maandag van oktober en eindigt op zaterdag van de 49e week;

6° tijdens vijf dagen die de Inrichtende Macht bepaalt."

Art. 4. Artikel 10 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

"Artikel 10. Mits hij het examen afgelegd heeft, behoudens vrijstelling voor de examens betreffende bepaalde onderwijsactiviteiten of vrijstelling door de directeur-voorzitter als de student een wettige reden had om het examen niet te kunnen afleggen, wordt de student die niet geslaagd is en hetzelfde studiejaar herbegint in dezelfde hogeschool, van rechtswege vrijgesteld van de examens waarvoor hij :

1. ten minste 14/20 behaalde;

2. ten minste 12/20 behaalde mits hij ook ten minste 50 % van het totaal van de punten behaalde voor het examen waarvoor hij niet slaagde.

Wanneer een student overgaat naar een andere hogeschool of afdeling of examen aflegt voor een commissie voor hoger onderwijs van de Franse Gemeenschap, blijft hij de vrijstelling voor de examens genieten voor vakken of activiteiten waarvan de overheid van de hogeschool beslist dat ze gelijkaardig en gelijkwaardig zijn met die van zijn nieuw programma."

Art. 5. In artikel 35 van hetzelfde besluit wordt "behalve artikel 3, § 1, 5°, dat in werking treedt bij de aanvang van het academiejaar 1997-1998" vervangen door "behalve artikel 3, § 1, en artikel 3bis, die in werking treden bij de aanvang van het academiejaar 1997-1998, en artikel 4bis, dat op 1 september 1996 in werking treedt."

Art. 6. Dit besluit treedt voor elke hogeschool in werking bij de aanvang van het academiejaar 1996-1997, behalve artikel 3, dat op 1 september 1996 in werking treedt.

Art. 7. De Minister bevoegd voor het hoger onderwijs is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 27 augustus 1996.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Sport en Internationale Betrekkingen,

J.-P. GRAFE

## BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

### COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[S - C - 31361]

F. 96 — 2182

19 SEPTEMBRE 1996. — Arrêté du Collège de la Commission communautaire française modifiant l'arrêté du Collège du 22 décembre 1994 déterminant le mode de subventionnement applicable aux instituts médico-socio-pédagogiques pour personnes handicapées

Le Collège,

Vu les articles 128, 138 et 163 de la Constitution coordonnée par la loi du 17 février 1994;

Vu l'arrêté royal n° 81 du 10 novembre 1967 créant un Fonds de Soins médico-socio-pédagogiques pour personnes handicapées;

Vu l'avis de la section « Personnes handicapées » du Conseil consultatif bruxellois francophone de l'Aide aux personnes et de la Santé du 12 juin 1996;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances du 3 juillet 1996;

Vu l'accord du Membre du Collège chargé du Budget;

Considérant la nécessité de prolonger, d'une part, les agréments et, d'autre part, les effets de l'arrêté du Collège du 22 décembre 1994 déterminant le mode de subventionnement applicable aux instituts médico-socio-pédagogiques pour personnes handicapées au-delà du 31 décembre 1995;

Considérant la nécessité d'une évaluation de la situation dans les institutions qui accueillent des enfants handicapés scolarisables avant d'envisager de prolonger les mesures spécifiques qui leur sont applicables;

Considérant la situation des établissements nouvellement agréés auxquels il convient d'octroyer les moyens humains nécessaires à leur bon fonctionnement;

Considérant qu'il convient de permettre aux instituts médico-socio-pédagogiques pour personnes handicapées d'engager du personnel ouvrier pour l'accomplissement des tâches spécifiques auparavant confiées, jusqu'au 30 juin 1995, à des sociétés de services;